

## BUDGET D'EQUIPEMENT

### CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

#### APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DE PRIX N°11/CS/2025

#### ETUDE, SUIVI ET CONTROLE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET MISE EN PLACE DES ACCESSIBILITES POUR PERSONNES A MOBILITE REDUITE

## C.P.S

### Imputation Budgétaire

<i>Chapitre</i>	<i>Article</i>	<i>Paragraphe</i>	<i>Ligne</i>	<i>Rubrique</i>

Marché Passé par appel d'offres ouvert **NATIONAL** sur offres des prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

# SOMMAIRE

## **CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES**

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE :

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DU MARCHE :

ARTICLE 3 : DEFINITION DES MISSIONS DU MARCHÉ

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

ARTICLE 5– REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

ARTICLE 6 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

ARTICLE 7 : DELAI D'EXAMEN PAR L'ADMINISTRATION, DELAI DE CORRECTION PAR LE B.E.T

ARTICLE 8 : DELAI D'EXECUTION

ARTICLE 9 : PENALITES POUR RETARD

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

ARTICLE 11 : ASSUJETTISSEMENT À L'OBLIGATION D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 12 : ASSURANCE

ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF

ARTICLE 15 : RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 16 : DOMICILE DU TITULAIRE

ARTICLE 17 : CESSION DU MARCHE

ARTICLE 18 : RESPONSABILITE DU B.E.T

ARTICLE 19 : ARRÊT ET REPRISE DE L'ETUDE.

ARTICLE 20 : CAS DE FORCE MAJEUR

ARTICLE 21 : CARACTÈRE DES PRIX

ARTICLE 22 : REVISION DES PRIX

ARTICLE 23 : MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION

ARTICLE 24 : DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF

ARTICLE 25 : DECOMPTE PROVISOIRE

ARTICLE 26 : RESILIATION

ARTICLE 27 : REGLEMENT DES LITIGES

ARTICLE 28 : DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE B.E.T

ARTICLE 29 : RECEPTION PROVISOIRE ET DEFINITIVE DU PRESENT MARCHE

ARTICLE 30 : MOYENS HUMAINS ET MATERIELS DU B.E.T

ARTICLE 31 : SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 32 : UTILISATION DES RESULTATS DE L'ETU

CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 33 : DEFINITION DES MISSIONS DE L'ETUDE

ARTICLE 34 : MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 35 : LES PERSONNES INTERVENANTS

ARTICLE 36 : LES PERSONNES CHARGE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

ARTICLE 37 : BORDEREAU DES PRIX - DETAILS ESTIMATIF

## MARCHE N° 11/CS/2025

### ETUDE, SUIVI ET CONTROLE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET MISE EN PLACE DES ACCESSIBILITES POUR PERSONNES A MOBILITE REDUITE

#### PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché Passé par appel d'offres ouvert **NATIONAL** sur offres des prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "maître d'ouvrage ",

**D'UNE PART,**

**Et**

#### 1. Cas d'une personne morale

Mr.....

.....qualité .....

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social ..... Taxes Professionnelle n°.....

Registre de commerce de .....Sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n° .....

IF n° ..... ICE n° .....

Tel :.....Fax : .....E-mail :.....

Faisant élection de domicile au .....

.....

Compte bancaire n° (RIB su 24 positions).....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **BET OU TITULAIRE**

**D'AUTRE PART**

**IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV**

## MARCHE N°11/CS/2025

### ETUDE, SUIVI ET CONTROLE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET MISE EN PLACE DES ACCESSIBILITES POUR PERSONNES A MOBILITE REDUITE

#### PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché Passé par appel d'offres ouvert **NATIONAL** sur offres des prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "maître d'ouvrage ",

**D'UNE PART,**

Et

#### 2. Cas de personne physique

Mr .....

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce de .....sous le n° .....

Taxes Professionnelle n° ..... Affilié à la CNSS sous n° .....

IF n° ..... ICE n° .....

Faisant élection de domicile au .....

.....

Compte bancaire RIB (24 positions).....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **BET OU TITULAIRE** »

**D'AUTRE PART**

**L A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI T :**

# MARCHE N° 11/CS/2025

## ETUDE, SUIVI ET CONTROLE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET MISE EN PLACE DES ACCESSIBILITES POUR PERSONNES A MOBILITE REDUITE

### PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché Passé par appel d'offres ouvert **NATIONAL** sur offres des prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "maître d'ouvrage",

**D'UNE PART,**

Et

### **3. Cas d'un groupement**

Les membres du groupement constitué aux termes de la convention ..... soussigné :

#### **- Membre 1 :**

Mr .....qualité .....

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social ..... Taxes Professionnelle n° ..... Registre de commerce de .....sous le n° .....

Affilié à la CNSS sous n° ..... IF n° ..... ICE n° .....

Faisant élection de domicile au .....

Compte bancaire RIB (24 positions).....

ouvert auprès de.....

#### **- Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

#### **- Membre n :**

- .....

- .....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M..... (Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du

groupement et coordonnateur de la réalisation des fournitures, ayant un compte bancaire commun RIB (24 positions) .....

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **BET OU TITULAIRE** »

**D'AUTRE PART**

**IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :**

## **CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES**

### **ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ :**

Le présent marché a pour objet : ETUDE, SUIVI ET CONTROLE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET MISE EN PLACE DES ACCESSIBILITES POUR PERSONNES A MOBILITE REDUITE.

Les lieux d'exécution des travaux sont les suivants :

Avenue Médionna, Avenue Hassan II et Avenue Le Prince Héritier aux Arrondissements de Bettana et Lamrissa.

### **ARTICLE 2 : CONSISTANCE DU MARCHÉ :**

La consistance du présent marché est :

- La conception et l'élaboration du Projet d'Exécution.
- L'élaboration du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
- Le suivi et le contrôle des Travaux.

Le programme des travaux de mise en accessibilité de la ville de Salé pour personnes à mobilité réduite, est à titre indicatif et non limitatif, se présente comme suit :

#### **❖ VOIRIES :**

- Av Mediouna
- Av Hassan II (Entre carrefour Hay Essalam et Place Bab M'rissa)
- Av Prince Héritier (Entre Cardona et Carrefour Diar)

#### **❖ JARDINS ET PLACES :**

- Place plateau
- Jardin en face lycée plateau
- Cimetière Sidi Bel Abbass
- Place Bab Lamrissa
- Jardin Bab Fès

#### **❖ BATIMENTS :**

- Trésorerie préfectorale
- Centre Lalla Meryem
- Conservation foncière
- CNSS
- Dispensaire
- Association Al Amal
- Guichet unique
- Agence urbaine
- Service des mines
- Akdital

- Complexe médical
- Lycée plateau
- Les banques
- Salle couverte Bouazzaoui
- Protection civile
- Gare routière
- Tribunal de la famille
- Hôpital Razi,
- Gare ferroviaire
- Commissariat central

### **ARTICLE 3 : DEFINITION DES MISSIONS DU MARCHÉ**

**Le présent marché comporte trois missions :**

**MISSION I : Conception et l'élaboration du Projet d'Exécution.**

**MISSION II : L'élaboration du Dossier de Consultation des Entreprises.**

**MISSION III : Le suivi et le contrôle des Travaux.**

### **ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE**

#### **-Enumération des pièces constitutives du marché**

Conformément à l'article 4 du CCAG EMO Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

- Acte d'engagement
- Le présent Cahier des prescriptions spéciales (CPS) ; offre technique
- Le bordereau des prix détail estimatif
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre (C.C.A.G/EMO).

**En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus (l'ordre en question ne s'applique pas aux pièces se rapportant à l'offre financière).**

#### **- pièces contractuelles postérieures a la conclusion du marche**

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent

- Les ordres de services ;
- Les avenants éventuels ;
- La décision prévue au paragraphe 3 de l'article 36 relatif aux modifications des prestations en cours d'exécution

### **ARTICLE 5– REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE**

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

#### **A/ TEXTES GENERAUX**

- Le décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Le décret 2-01-2332 du 04 Juin 2002 approuvant le CCAG-EMO ;
- Le décret n° 2.17.451 23 Novembre 2017 relatif la comptabilité des communes et des établissements de coopération entre les communes ;
- Le décret n° 2-16-344 du 22/07/2016 relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marché public tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2.19.184 du 25 avril 2019 ;

- Le dahir n° 1-15-05 du 19 Février 2015 portant promulgation de la loi N° :112-13 relative au nantissement des marchés publics.
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Dahir n° 1-15-85 du 20 ramadan 1436 (07 Juillet 2015) portant promulgation de la loi organique n° 113-14 relative aux communes.
- La note circulaire N° 72 CAB du 26 Novembre 1992 pour l'application du dahir N° 1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics.
- Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.
- Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date d'ouverture des plis des plis.

#### **B/ TEXTES SPECIAUX :**

Le B.E.T est également soumis aux textes spéciaux suivants :

Le Bureau d'Etude Technique (B.E.T) doit également prendre en considération les documents de référence suivants :

- Le Rapport de diagnostic de l'accessibilité de la ville de Salé ;
- Le Plan d'Aménagement de la ville de Salé ;
- La Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées, notamment l'article 9 sur l'accessibilité ;
- La loi cadre n° 97.13 relative à la protection et à la promotion des droits des personnes en situation de handicap, en particulier son 8<sup>ème</sup> chapitre portant sur les accessibilités ;
- La loi n° 10-03 relative aux accessibilités ;
- Le décret n° 2.11.246 relatif à l'application de la loi n° 10.03 relative aux accessibilités ;
- L'arrêté conjoint n° 2306-17 du 01 mars 2018, fixant les spécifications techniques et les mesures des différentes accessibilités en matière de l'urbanisme ;
- L'arrêté conjoint n°3146-18 DU 10/102019, fixant les spécificités techniques et les mesures des différentes accessibilités en matière de l'architecture.
- Les Normes Marocaines des accessibilités en vigueur à défaut les Normes internationales des accessibilités ;
- Les recommandations du CNPAC relevant du Ministère de l'Equipement, du Transport et de la Logistique sur l'accessibilité.

#### **ARTICLE 6 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ**

Le marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par le Président de la Commune de Salé. L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire du marché dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date de l'ouverture des plis. Toutefois, ce délai peut être prorogé en application de l'article 36 du Décret n°2-22-431 précité

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire peut être libéré de son engagement vis-à-vis de l'Administration. Dans ce cas, mainlevée lui sera donnée, à sa demande, de son cautionnement provisoire.

Les conditions de prolongation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143du Décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

#### **ARTICLE 7: DELAI D'EXAMEN PAR L'ADMINISTRATION, DELAI DE CORRECTION PAR LE B.E.T**

A la date de la réception des dossiers de la version provisoire de la mission I, il sera établi un ordre de service d'arrêt pour motif examen par l'administration et correction par le B.E.T.



A la réception des dossiers de la version définitive de la mission I, il sera établi un ordre de service de reprise pour motif remise de la version définitive.

Le délai de cet arrêt est de quarante (40) jours maximum reparti comme suit :

- Délai d'examen des dossiers par l'Administration est de vingt (20) jours maximum.
- Délai de correction par le B.E.T est de vingt (20) jours maximum.

### **ARTICLE 8 : DELAI D'EXECUTION**

Conformément à l'article 7 du CCAG-EMO

Le délai d'exécution de la **MISSION I : Conception et Elaboration du Projet d'Exécution** est fixé à **Cent vingt (120) jours** à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service.

L'ordre de service de commencement de la prestation de la mission II coïncidera avec L'ordre de service de commencement de la prestation d'Elaboration du Dossier de Consultation des Entreprises du premier marché de travaux.

L'expiration du **délai d'exécution de la mission II** coïncidera avec la date de la validation de l'élaboration du dossier de consultation des entreprises de la 2<sup>ème</sup> marché des travaux.

Le délai d'exécution de la prestation d'Elaboration du Dossier de Consultation des Entreprises afférent à chaque marché de travaux est fixé à **Quarante (40) jours** à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service.

L'ordre de service de commencement de la prestation de la mission III coïncidera avec L'ordre de service de commencement du premier marché de travaux.

L'expiration du **délai d'exécution de la mission III** coïncidera avec la date de la réception provisoire du dernier marché de travaux.

### **ARTICLE 9 : PENALITES POUR RETARD**

En cas de dépassement **du délai d'exécution de la mission I fixé par le présent marché**, il sera appliqué de plein droit et sans préavis une pénalité de un pour mille (1‰) du montant de la mission I, par jour calendaire de retard. Cette pénalité ne pourra dépasser 10% du montant initial de la mission I. Elle sera déduite d'office, et sans préavis des décomptes des sommes dues au B.E.T.

En cas de dépassement **du délai d'exécution de la mission II fixé par le présent marché**, il sera appliqué de plein droit et sans préavis une pénalité de un pour mille (1‰) du montant de la mission II, par jour calendaire de retard. Cette pénalité ne pourra dépasser 10% du montant initial de la mission II. Elle sera déduite d'office, et sans préavis des décomptes des sommes dues au B.E.T.

### **ARTICLE 10 : NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de l'article 17 du CCAG EMO et de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics, promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) étant précisé que :

1-La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du président de la commune de salé.

2-Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis de la commune de salé (maître d'ouvrage), par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.

3-Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.

4-Les paiements prévus au marché seront effectués par monsieur le trésorier préfectoral de la ville de Salé seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

5-la commune de Salé (maître d'ouvrage) remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

#### **ARTICLE 11 : ASSUJETTISSEMENT À L'OBLIGATION D'ENREGISTREMENT**

Les formalités d'enregistrement, telles qu'elles résultent des lois et règlements en vigueur, sont à la charge du titulaire.

#### **ARTICLE 12 : ASSURANCE**

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations des polices d'assurance qu'il a souscrit et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

#### **ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE -**

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **8.000,00 (Huit Mille) dirhams**.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 18 du CCAG-T et à l'article 24 du décret n° 2-22-431 dans l'un des cas suivants :

- Si l'offre du concurrent est écartée pour les motifs prévus aux a), b), c), d) ou e) du B) du paragraphe 9 du II) de l'article 43 du présent décret ;
- Si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du présent décret ; – si l'attributaire refuse de signer le marché ;
- Si le titulaire refuse d'accuser réception de l'approbation du marché qui lui a été notifiée dans le délai fixé à l'article 143 du présent décret.

#### **ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF**

Conformément à l'article 12 du CCAG-EMO, **Le cautionnement définitif** est fixé à **3%** du montant initial du marché.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché. Il reste affecté à la garantie des engagements contractuels de l'entrepreneur jusqu'à la réception définitive des travaux.

Les cautionnements peuvent être remplacés par des cautions personnelles et solidaires.

Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet conformément à la législation en vigueur.

Le cautionnement définitif, ou la caution qui le remplace, sera restitué à la suite d'une main levée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des prestations.

#### **ARTICLE 15 : RETENUE DE GARANTIE**

La retenue de garantie n'est pas exigée.

## **ARTICLE 16 : DOMICILE DU TITULAIRE**

A défaut d'avoir élu domicile au niveau de l'acte d'engagement, toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile élu par le Prestataire, sis à son acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le Prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

## **ARTICLE 17 : CESSIION DU MARCHE**

Conformément à l'article 25 du Décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de Maîtrise d'Œuvre passés pour le compte de l'Etat, la cession du marché est interdite sauf dans les cas de cession de la totalité ou d'une partie du patrimoine du titulaire à l'occasion d'une fusion ou d'une scission. Dans ces cas, le marché ne peut être cédé que sur autorisation expresse de l'autorité compétente. Sur la base de cette autorisation, un avenant doit être conclu. Les cessionnaires doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents prévues à l'article 25 du décret précité n°2-98-482 du 11 Ramadan 1419 (30 décembre 1998).

## **ARTICLE 18 : RESPONSABILITE DU B.E.T**

Le Maître d'Ouvrage ne se substitue en aucune manière au B.E.T dont la responsabilité tant au niveau de la conception qu'à celui de la réalisation est pleine et entière, telle que définie par le présent marché et par les règles de la profession.

## **ARTICLE 19 : ARRÊT ET REPRISE DE L'ETUDE.**

Conformément à l'alinéa 5 du paragraphe A de l'article 144 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, l'Administration se réserve le droit d'arrêter le marché par défaut soit à l'issue d'un délai déterminé, soit lorsque les dépenses atteignent initial du marché.

Le Prestataire est tenu de se conformer aux ordres de service qu'il reçoit de l'administration pour la reprise de l'étude au terme de chacune de ses missions.

## **ARTICLE 20 : CAS DE FORCE MAJEUR**

Est considéré comme cas de force majeure tout cataclysme naturel ou tout événement imprévisible qui ne serait pas le fait du B.E.T ou de la Commune de Salé, et qui mettrait l'une des parties contractantes dans l'impossibilité de respecter les clauses du présent CPS.

Les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- La neige : 30 cm
- La pluie : 60 mm
- Le vent : 60 km /h
- Le séisme : 5 degré sur l'échelle de Richter

En cas de force majeure pendant l'exécution de la prestation, le B.E.T est tenu d'en informer la Commune de Salé par écrit dans un délai de Sept (07) jours et peut demander la résiliation conformément à l'article 32 du C.C.A.G-EMO.

Lorsque le titulaire justifie être dans l'impossibilité d'exécuter le marché par la survenance d'un événement de force majeure telle que définie par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, il peut en demander la résiliation.

## **ARTICLE 21 : CARACTÈRE DES PRIX**

Sous réserve des dispositions de l'article 35 et du paragraphe 2 de l'article 36 du CCAG-EMO, les prix du marché ne peuvent sous aucun prétexte être modifiés. Les prix du marché comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

## **ARTICLE 22 : REVISION DES PRIX**

En application de l'article 35 du C.C.A.G -EMO et le paragraphe 2 de l'article 12 du décret n°2.12.349 du 8 jourmada 1434 (20 mars 2013) relatifs aux marchés publics, les prix du présent marché sont révisibles par application de la formule suivante.

$$P = P_0 \times \left[ 0,15 + 0,85 \times \left( \frac{ING}{ING_0} \right) \right]$$

P : est le prix révisé HT de la prestation considérée ;

Po : le prix initial HT de cette même prestation de la date limite de remise d'offres ;

P/Po étant le coefficient de révision des prix ;

ING<sub>0</sub>: est la valeur de l'index global ingénierie du mois de la date limite de remise des offres ;

ING : valeur de l'index global ingénierie, du mois de la date de l'exigibilité de la révision.

## **ARTICLE 23 : MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION**

Conformément à l'article 36 du CCAG-EMO, si pendant l'accomplissement de la mission confiée au B.E.T, le Maître d'Ouvrage décidait d'apporter des modifications au programme de l'opération, soit en cours d'études, (changement de parti architectural, de structure...) soit en cours de travaux (augmentation ou diminution du volume des travaux dans une proportion n'excédant pas les 10 % du marché initial), le B.E.T ne pourrait se refuser à établir les études complémentaires et à assurer le contrôle et le règlement des travaux complémentaire en résultant. Aucune indemnité ne sera réclamée.

## **ARTICLE 24 : DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF**

Conformément à l'article 44 du CCAG-EMO, le montant définitif résultant de l'exécution du marché est arrêté par un décompte général et définitif. Celui-ci récapitule en détail l'ensemble des éléments pris en compte pour le règlement définitif du marché. Le B.E.T est invité, à venir dans les bureaux du Maître d'Ouvrage prendre connaissance du décompte général et définitif et à le signer pour acceptation. Il peut demander communication des métrés et des pièces justificatives et en faire prendre copie ainsi que les décomptes.

## **ARTICLE 25 : DECOMPTE PROVISOIRE**

Les décomptes provisoires sont établis conformément à l'article 41 du C.C.A.G-E.M.O.

## **ARTICLE 26 : RESILIATION**

Dans le cas où le B.E.T ferait preuve d'une activité insuffisante ou en cas de non-exécution d'une des clauses du présent marché, l'administration le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai qui ne doit pas être inférieur à 15 jours.

A l'expiration de ce délai et si la cause qui a provoquée la mise en demeure persiste, le marché sera résilié de plein droit sans indemnité.

La résiliation peut aussi être prononcée suivant tous les autres cas prévus dans le décret n°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics et celles prévues aux articles 27, 28, 29, 30, 31, 32,33 et 36 du CCAG-EMO.

## **ARTICLE 27 : REGLEMENT DES LITIGES**

Conformément aux articles 52 à 55 du CCAG-EMO, tout litige pouvant survenir entre le B.E.T et la Commune à défaut d'accord amiable seront soumis aux tribunaux Marocains compétents.

## **ARTICLE 28 : DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE B.E.T**

Les documents que le B.E.T devra établir et remettre au Maître d'Ouvrage sont indiqués ci-après :

- Dossier complet des documents de la **MISSION I** (Conception et établissement du Projet d'Exécution) : Trois (03) exemplaires de la version provisoire et six (06) exemplaires de la version définitive, sous formats papier et numérique ;
- Un document de communication en un format réduit sous forme de plaquette en six (06) exemplaires ;
- Les présentations graphiques du Projet d'Exécution sous formats papier et numérique en six (06) exemplaires.

Les frais d'établissement et de reproduction de tous ces documents sont réputés inclus dans les prix du bordereau des prix afférent à la prestation à laquelle ils se rapportent.

## **ARTICLE 29 : RECEPTION PROVISOIRE ET DEFINITIVE DU PRESENT MARCHÉ**

A l'issue de la validation de la version définitive de la **mission I**, le Maître d'Ouvrage prononce la réception provisoire de la **mission I**.

A l'issue de la réception du Dossier de Consultation, le Maître d'Ouvrage prononce la réception provisoire de la **mission II**.

La réception provisoire de la **mission III** coïncidera avec la réception provisoire du dernier marché des travaux.

La réception provisoire et la réception définitive du présent marché coïncideront avec la réception provisoire de la **mission III**.

## **ARTICLE 30 : MOYENS HUMAINS ET MATERIELS DU B.E.T**

Conformément à l'article 18 du CCAG-EMO, le B.E.T est tenu d'affecter à l'exécution des prestations du présent marché les moyens humains et matériels nécessaires qu'il a proposés dans son offre pour mener à bien les missions qui lui sont confiées.

## **ARTICLE 31 : SOUS-TRAITANCE**

Si le BET envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ;
- Le dossier administratif des sous-traitants ;
- Les certificats de qualification relatifs à la nature des travaux à sous-traiter lorsqu'ils existent ainsi que les références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter
- Le pourcentage des dites prestations par rapport au montant du marché ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au MO les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

Le lot ou le corps d'état principal du marché à savoir :

**La mission II et la mission III.**

### **ARTICLE 32 : UTILISATION DES RESULTATS DE L'ETUDE**

Conformément à l'article 50 du CCAG-EMO, le B.E.T et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement quant aux informations et documents dont ils disposent ou qui sont portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans autorisation préalable de l'administration, ils ne peuvent faire communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable des renseignements et documents qui peuvent leur être fournis, pour accomplir leur mission.

## CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES

### ARTICLE 33 : DEFINITION DES MISSIONS DE L'ETUDE

#### MISSION I : Conception et Elaboration du Projet d'Exécution

Cette mission comporte les prestations suivantes :

- **Diagnostic détaillé de l'état actuel :**

Relatant l'état des lieux des différentes composantes liés à l'accessibilité situé dans **le périmètre d'étude fixé par le Maître d'Ouvrage** ; argumenté par des fiches techniques relatives à chaque carrefour, voirie, bâtiment, jardin et place publique, montrant les dysfonctionnements et solutions à adopter avec reportage photo et image satellite.

- Recensement des réseaux aériens et souterrains situés dans les emprises du projet.
- Présentation sur plans à des échelles exploitables et bien lisibles.

- **Les travaux topographiques :**

Le B.E.T exécutera à ces frais les travaux topographiques. En effet, pour l'établissement des fonds de plan, des profils et éléments topographiques, il sera fait appel à la méthode par implantation directe.

L'étendue des plans topographiques de détail à lever et le programme de ces travaux ainsi que les sections et l'étendue de la zone d'étude à lever **doivent être soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage**.

Les travaux topographiques seront rattachés au Nivellement Général du Maroc (NGM) et aux Coordonnées Lambert.

Tous les dessins, plans topographiques et plans d'exécutions doivent être établis dans une échelle conforme à la règle de l'art, lisible et exploitable.

- Plan de masse des zones d'étude qui seront délimitées par le Maître d'Ouvrage.
- Tracés en plan cotés détaillés des différents aménagements existants.
- Profils en long nécessaires des aménagements existants.
- Profils en travers types nécessaires des aménagements existants.

- **Conception des aménagements de la mise en accessibilité :**

Conception des aménagements de la mise en accessibilité proposées, qui doivent présenter clairement et en détail tous les aménagements et dispositions adoptés conformément aux Normes Marocaines NM ISO 21542 (10.8.794) de l'accessibilité à savoir à titre d'indications :

- Traversées piétonnes,
- Bateaux ;
- Bandes de guidages ;
- Bande de vigilance ;
- Rampes ;
- Ascenseurs ;
- Barrière de protection ;
- Potelets ;

- Panneaux de signalisation ;
- Etc.

Le BET doit prendre en considération lors la conception et la consistance des travaux de mise en conformité aux Normes Marocaine NM ISO 21542 (10.8.794) de l'accessibilité les recommandations suivantes :

Pour les voiries et espaces publics :

- Le cheminement soit plus court, plus direct possible et d'une largeur suffisante pour permettre la circulation des fauteuils roulants ;
- Le cheminement doit être sur un sol plat non meublé d'une surface régulière ; Et avec des mobiliers urbains de proximité et de délimitation (poteau, borne, etc.) repérables visuellement et détectables par canne ;
- Le cheminement doit être dégagé de tout obstacle (panneau publicitaire, poteau, borne, bancs,...) et avec un coloris de revêtement repérable, contrastant avec celui des abords (chaussée, parking,...) ;

Les traversées piétonnes doivent être bien positionnées : à distance raisonnable pour les riverains ou les sites desservis et avec une visibilité optimale. Elles doivent présenter : un contraste tactile sur traversée ou chaussée permettant de se situer sur le passage ou d'en détecter les limites ; un contraste visuel entre la chaussée et le marquage ; des ressauts conformes et d'un îlot refuge sous les conditions définies dans l'arrêté conjoint précité ; des Bandes d'Eveil de Vigilance (BEV) ou podotactiles correctement aménagées et implantées ; des abaissés de trottoir et des pentes des plans inclinés conformes aux normes ;

En ce qui concerne le mobilier, la conception générale ne doit pas être source de danger. Il doit être d'une forme auto-stable, avec une standardisation des formes pour un même mobilier et avec un biseautage des arêtes vives et des saillies anguleuses réduisant les risques de blessure en cas de choc ;

Le choix d'une géométrie simple qui permet l'approche par un fauteuil roulant et la perception rapide de l'environnement urbain, et qui facilite la reconnaissance et la compréhension de l'espace et de son mobilier par les personnes présentant des difficultés intellectuelles et psychiques ;

Les principales composantes requises dans la conception d'aménagement de la voirie et espaces publics sont : Revêtement stable, uniforme et non glissant ; Respect des mesures (largeur, pente, divers, rampe ; bordure, trottoir, ressauts, escaliers, ...) ; Bateaux, rampes et abaissés de trottoir ; Bandes de guidage ; Bandes d'éveil de vigilance ; Marquage au sol ; Carrefours et ilots de refuge conformes ; Panneaux de signalisation et d'orientation adaptés ; Mobilier de protection (barrières de sécurité, potelets anti-stationnement, ...) ; Parkings de stationnement conforme (dimensionnement, nombre, ...) ; Mise à niveau des regards et du drainage ; Garde-corps, palier de repos, main-courante et chasse-roues dans les conditions exigées par l'arrêté conjoint ; etc.

Pour les bâtiments ouverts au public :

L'espace d'usage doit permettre le positionnement du fauteuil roulant ou d'une personne avec une ou deux cannes pour utiliser un équipement ou un dispositif de commande ou de service ;

L'espace de manœuvre doit également permettre à une personne avec une ou deux cannes de s'orienter différemment ou de faire demi-tour ;

Les éléments d'information et de signalisation doivent être visibles, compréhensibles et lisibles par tous les usagers ;

Le cheminement extérieur doit permettre : à une personne ayant une déficience visuelle ou auditive de se localiser, s'orienter et atteindre le bâtiment en sécurité ; et à une personne ayant une déficience motrice d'accéder à tout équipement à l'usage ;

Le ou les entrées principales du bâtiment doivent être facilement repérables par des éléments architecturaux ou par un traitement utilisant des matériaux différents ou visuellement contrastés ;



Les circulations intérieures horizontales doivent être accessibles et sans danger pour les PSH. Les principaux éléments structurants du cheminement doivent être repérables par les personnes ayant une déficience visuelle ;

Pour les circulations intérieures verticales, la sécurité des personnes doit être assurée par des aménagements ou équipements facilitant notamment le repérage des obstacles et l'équilibre tout au long de l'escalier. En outre, le ou les ascenseurs doivent pouvoir être utilisés par les PSH. Les caractéristiques et la disposition des commandes extérieures et intérieures à la cabine doivent, notamment, permettre leur repérage et leur utilisation par ces personnes ;

Les revêtements de sol et les équipements situés sur le sol des cheminements doivent être sûrs et permettre une circulation aisée des PSH ;

Les portes situées sur les cheminements, y compris les sas, doivent permettre le passage et pouvoir être manœuvrés par des personnes ayant des capacités physiques réduites. Les portes battantes et les portes automatiques doivent pouvoir être utilisées sans danger par les PSH ;

Un cabinet d'aisances aménagé pour les PSH circulant en fauteuil roulant doit comporter au moins un lavabo accessible ainsi que les divers aménagements tels que notamment miroir, distributeur de savon, sèche-mains, etc. ;

Les principaux éléments requis dans la conception d'aménagement du bâtiment sont : Ascenseur ou appareil élévateur selon le cas ; Bande de guidage ; Signalisation de repérage adaptée ; Dalles podotactiles ; Identifications des marches (contremarche, nez-de-marche, etc.) ; Sanitaires accessibles (cuvette, barre d'appui latérale, espace d'usage ; etc.) ; Lavabos accessibles ; etc.

- **Elaboration du dossier du projet d'exécution :**

Le projet d'exécution doit intégrer les différentes composantes des aménagements d'accessibilité notamment :

- Plans de masse des états projetés ;
- Tracés en plan cotés détaillés nécessaires des différents aménagements des états projetés ;
- Profils en long nécessaires des aménagements des états projetés.
- Profils en travers types nécessaires des aménagements projetés
- Plan de signalisation spécifique.
- Plan de détail type des différentes composantes des aménagements d'accessibilité à citer à titre indicatif et non limitatif : les bateaux, traversées piétonnes, bandes de guidages, bande de vigilance, barrière de protection, revêtement des trottoirs, etc., avec spécification des matériaux adoptés et descriptif détaillé correspondant conformément aux Normes Marocaines à défaut aux Normes Internationales de l'accessibilité.
- Plan de signalisation horizontale et verticale indiquant toutes les indications, panneaux et tracés nécessaires.
- Plans d'aménagements détaillés pour l'accès extérieur aux établissements ouverts au public (rampes, ascenseurs...), notamment les bâtiments cités au programme du présent marché.
- Plans d'aménagements détaillés de la mise en accessibilité de l'intérieur des bâtiments cités au programme du présent marché et des blocs sanitaires.
- Les avant métrés, les détails estimatifs ainsi que les spécifications techniques des travaux et des matériaux ainsi que la définition des prix correspondante ;
- L'estimation chiffrée du projet d'accessibilité.

## **MISSION II : Elaboration du Dossier de Consultation des Entreprises**

**Elaboration** du dossier d'appel d'offres relatives à un ensemble de marchés de travaux, qui seront définis par le Maître d'Ouvrage.

Le B.E.T établira le **Dossier complet de Consultation des Entreprises pour chaque marché de travaux**, Ce dossier comportera à titre indicatif et non limitatif :

- Le Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
- Le Règlement de Consultation ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires ;
- Le Détail Estimatif ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un modèle de déclaration sur l'honneur ;
- **L'estimation des coûts** des prestations pour chaque marché de travaux ;
- Toutes autres pièces ou documents utiles à l'appel d'offre.

### **Pièces dessinées :**

- Les plans d'exécutions du projet
- Les plans de détail techniques
- Notes de calcul
- Autres...

## **MISSION III : Le suivi et le contrôle des travaux**

Pendant cette mission, le B.E.T doit mobiliser **un technicien possédant une expérience minimale de Cinq (05) ans** dans le domaine des accessibilités ou du génie civil pour assurer le suivi permanent des travaux et l'assistance technique **sous l'encadrement de l'ingénieur Chef de projet**.

Par ailleurs, cette mission comporte les prestations suivantes :

- Le suivi permanent des travaux et la vérification de leur conformité aux prescriptions des pièces contractuelles ;
- L'établissement des plans « Bon pour Exécution » nécessaires aux travaux ;
- Vérification et validation de l'implantation des différentes composantes du projet ;
- L'accord sur le choix et l'agrément des matériaux, matériels et des fournitures des équipements
- La tenue du cahier de chantier relatant de l'avancement des travaux du contrôle quantitatif et qualitatif et des incidents survenant au cours des travaux, signés contradictoirement avec le représentant de l'Entreprise ;
- L'établissement contradictoirement des attachements des travaux réalisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux et l'établissement des métrés **qui doivent être signé par l'ingénieur Chef de projet** ;

- L'établissement des décomptes provisoires et définitif et des révisions des prix correspondants ;
- Etablissement éventuel des avenants pour les travaux supplémentaires ;
- Prise des photos indiquant le déroulement des travaux réalisés et fourniture posés. (avant, en cours et après travaux) ;
- La vérification des plans d'exécution variantes et des notes de calculs complémentaires proposées par l'entreprise ;
- Interprétation et apport d'avis technique des rapports d'essais de contrôle de qualité fournis par le laboratoire ;
- **Organiser, sous la présidence de l'ingénieur Chef de projet, des réunions de chantier périodiques au moins chaque quinze jours et établir les procès verbaux correspondants ;**
- Apporter les réponses appropriées aux problèmes qui peuvent entraver le déroulement normal des travaux ;
- Mettre à jour le programme prévisionnel des travaux ;
- Prise des attachements et vérification des situations et des décomptes ;
- Etablir les rapports d'avancement périodiques des travaux ;
- Participer aux opérations de réception ;
- La vérification et le visa des plans de recollement ;
- **Etablissement d'un rapport final de synthèse qui doit être signé par l'ingénieur Chef de projet résumant toutes les interventions et les travaux effectués dans le cadre de ce projet de mise en accessibilité, argumenté par des fiches techniques avec photos relatives à chaque composante du projet ;**
- Etablissement du rapport d'activité pour chaque marché des travaux **qui doit être signé par l'ingénieur Chef de projet ;**
- Procéder à la réception provisoire et définitive des travaux pour chaque marché des travaux et rédaction des PV correspondants.

A l'achèvement de la mission de suivi, le B.E.T doit remettre au Maître d'Ouvrage un exemplaire de pièces originales et deux exemplaires des copies contenant cahiers de chantier, ordres de services, pièces comptables, attachements, situations, décomptes, PV, rapports, album photos, plans de recollement et autres. Ainsi qu'une version sur support numérique dudit dossier (scanner les documents non établis par l'outil informatique, ou portant paraphe, signatures ou cachet...).

**L'ingénieur Chef de projet est tenu de résoudre tous les problèmes techniques imprévus et parvenus en cours de l'exécution des travaux de mise en accessibilité et d'établir le détail technique de toute modification éventuelle doit être accepté par le maître d'ouvrage.**

#### **ARTICLE 34 : MODALITES DE PAIEMENT**

Le règlement des sommes dues au titulaire pour la réalisation des prestations, objet du présent marché sont rémunérées par application du bordereau des prix détail - estimatif.

**Prix n°1 : MISSION I : Conception et Elaboration du projet d'exécution**

#### **La rémunération se fera au forfait :**

A la réception des dossiers de la version définitive de la mission I, le B.E.T percevra cent pour cent (100%) du montant T.T.C de son offre forfaitaire.

**Prix n°2 : MISSION II : Elaboration des dossiers de consultation des entreprises**

**La rémunération se fera au forfait:**

A la réception du Dossier de Consultation des Entreprises du dernier marché de travaux, le B.E.T percevra la rémunération de cent pour cent (100%) du montant TTC de son offre forfaitaire.

***LE MONTANT HORS TVA QUI EST RESERVE AU PRIX N°2 DOIT ETRE INFERIEUR OU EGAL A 10% DU MONTANT TOTAL HORS TVA DE L'ACTE D'ENGAGEMENT DU CONTRACTANT.***

**Prix n°3 : MISSION III : Le suivi et le contrôle des travaux**

**La rémunération se fera au forfait :**

A la réception provisoire du dernier marché de travaux, le B.E.T percevra la rémunération de cent pour cent (100%) du montant TTC de son offre forfaitaire.

***LE MONTANT HORS TVA QUI EST RESERVE AU PRIX N°3 DOIT ETRE SUPERIEUR OU EGAL A 50% DU MONTANT TOTAL HORS TVA DE L'ACTE D'ENGAGEMENT DU CONTRACTANT.***

**ARTICLE 35 : LES PERSONNES INTERVENANTS**

LE PRESIDENT DE LA COMMUNE DE SALE EN TANT QUE MAITRE D'OUVRAGE

**ARTICLE 36 : LES PERSONNES CHARGE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE**

Les personnes chargées du suivi de l'exécution du marché sont :  
Le Chef de service de Voirie de la Commune de Salé.

## ARTICLE 37 - BORDEREAU DES PRIX - DETAILS ESTIMATIF

### ETUDE, SUIVI ET CONTROLE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET MISE EN PLACE DES ACCESSIBILITES POUR PERSONNES A MOBILITE REDUITE

Marché Passé par appel d'offres ouvert **NATIONAL** sur offres des prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

#### Marché N° 11/CS/2025

N° du Poste	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Prix unitaire Hors TVA (DH)	Prix Total Hors TVA (DH)
1	<b><u>MISSION I</u> : Conception et élaboration du projet d'exécution.</b>	Forfait	1		
2	<b><u>MISSION II</u> : Elaboration du dossier de consultation des entreprises.</b> <i>LE MONTANT HORS TVA QUI EST RESERVE AU PRIX N°2 DOIT ETRE INFERIEUR OU EGAL A 10% DU MONTANT TOTAL HORS TVA DE L'ACTE D'ENGAGEMENT DU CONTRACTANT.</i>	Forfait	1		
3	<b><u>MISSION III</u> : Le suivi et le contrôle des travaux.</b> <i>LE MONTANT HORS TVA QUI EST RESERVE AU PRIX N°3 DOIT ETRE SUPERIEUR OU EGAL A 50% DU MONTANT TOTAL HORS TVA DE L'ACTE D'ENGAGEMENT DU CONTRACTANT.</i>	Forfait	1		
	<b>Total Hors .T.V.A (Dhs)</b>				
	<b>Montant de la TVA (20%) (Dhs)</b>				
	<b>Total TTC (Dhs)</b>				

Fait à .....le : .....

Signature et cachet du concurrent

## MARCHE N° 11/CS/2025

### ETUDE, SUIVI ET CONTROLE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET MISE EN PLACE DES ACCESSIBILITES POUR PERSONNES A MOBILITE REDUITE

Marché Passé par appel d'offres ouvert **NATIONAL** sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

POUR UN MONTANT DE (en chiffres et en lettres) : .....

.....

**Khalid EL HAGOUT**  
Chef de Service de Voirie

PRESENTE PAR :

**Khalil KHABLA**  
Chef de Division des Travaux  
et d'Aménagement Urbain

A SALE, LE : .....

LE PRESIDENT DE LA COMMUNE  
DE SALE :

  
**Omar SENTISSI**  
Président de  
la Commune de Salé

A SALE, LE : .....

WISE PAR

LU ET ACCEPTE PAR :  
(LE TITULAIRE)

A.....,

LE :

APPROUVE PAR :

A SALE, LE : .....

A SALE, LE : .....